

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DEPUIS LE SITE DE SANOFI PASTEUR À MARCY-L'ÉTOILE.

16 JUIN 2020 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Mesdames, messieurs les maires,
Mesdames, messieurs les élus,
Messieurs les dirigeants de Sanofi,
Cher Serge WEINBERG,
Cher Paul HUDSON,
Mesdames, messieurs, chers amis,

Je suis très heureux d'être là aujourd'hui dans ce moment où comme je l'ai dit aux Françaises et aux Français il y a 2 jours, nous tournons la page de ce premier acte de la crise sanitaire, la phase la plus aiguë. Et le faire devant vous tous et toutes, même si les distances de sécurité, les précautions encore d'usage nous imposent de prendre quelques précautions, même si, je le regrette, autant de salariés qui l'auraient souhaité ne peuvent pas être là. Mais nous avons une pensée pour eux et je sais, je vois le directeur général de Sanofi France, les représentants qui portent leurs causes. Mais être là parmi vous est aussi un symbole parce que je voulais vous remercier Monsieur le préfet de région et au travers de vous toutes celles et ceux qui servent l'État, mais vous toutes et tous Mesdames Messieurs les maires, parlementaires, pour votre mobilisation sur le terrain chaque jour durant cette phase aiguë de la crise. Vous avez été véritablement au front, au combat pour apporter les protections, pour rassurer, pour permettre à la vie de la Nation de continuer dans la sécurité sanitaire. Et remercier aussi cette deuxième ligne que j'ai souvent évoquée, qui est parfaitement représentée ici chez Sanofi.

Vous n'avez fermé aucun de vos sites de production durant cette crise. Toutes les femmes et les hommes qui travaillent chaque jour pour Sanofi ont continué de venir au travail pour produire parce que si on ne produisait plus de médicaments à quoi cela sert-il de soigner ? Avec parfois les angoisses et les contraintes qui étaient liées à la période, et vous vous êtes battus. Et donc je veux ici avant de commencer et de célébrer vous dire merci aux uns et aux autres d'avoir tenu durant ces moments et d'avoir donné beaucoup de sens à la vie de la nation. L'investissement que vous venez d'annoncer, c'est plus de 600 millions d'euros d'investissements dans la recherche, la production pour les vaccins. C'est un formidable trait d'union entre les deux axes si je puis dire et la bataille que nous avons à conduire. Sanofi s'est pleinement engagé dans la bataille pour trouver des traitements et un vaccin contre ce Covid-19. Et Sanofi est pleinement engagé dans la bataille économique que nous avons commencée à lancer depuis quelques semaines. Car oui, si la crise sanitaire rentre dans une phase moins aiguë aujourd'hui, la crise économique et les conséquences sociales qui en découlent sont en train d'être pleinement perceptibles pour nos concitoyens. Et c'est donc aujourd'hui qu'il nous faut nous battre pour relancer à plein l'économie, les investissements pour limiter au maximum les licenciements qui, dans certains cas, seront inéluctables et les restructurations. Mais pour reconquérir également de l'activité, des parts de marché, de l'excellence économique et industrielle, pour bâtir l'indépendance et l'avenir de notre Nation et pour offrir des opportunités à notre jeunesse.

Le projet annoncé aujourd'hui cela consiste à mettre Sanofi et la France au cœur de l'excellence de la lutte contre le virus et pour trouver un vaccin et nous aider à gagner cette bataille de l'emploi et de la reconquête industrielle. Cet investissement n'est pas le fruit du hasard. Il est d'abord le résultat d'une reconnaissance, celle de l'excellence industrielle et des femmes et des hommes qui la portent depuis tant d'années, Monsieur le directeur. Et je le dis devant vous avec toutes celles et ceux que vous représentez. Des femmes et des hommes que j'ai eu l'occasion tout à l'heure de côtoyer portent depuis des décennies l'excellence industrielle de Sanofi. J'ai salué leur engagement durant cette crise mais votre entreprise n'a jamais abandonné la production industrielle, elle y a toujours cru. Les 18 sites français de production industrielle le montrent. votre présence européenne. votre force européenne.

manière de production industrielle le moment est, votre présence européenne, votre force européenne, votre leadership international sur ce volet le montrent aussi. Et vous n'avez cessé de travailler, d'y croire, de porter cette force. Je le dis ici très simplement là où parfois certaines et certains voudraient opposer ces causes : on ne gagne aucune bataille sociale et sanitaire si on ne gagne pas la bataille de la production et de l'industrie. Car on finance toujours ce qu'on redistribue avec ce qu'on a d'abord produit. Et on ne gagne aucune bataille économique si on ne croit pas dans l'industrie et la présence industrielle.

C'est la constance de ces fondamentaux que vous portez qui permet aujourd'hui d'investir davantage. Et vous êtes à cet égard les dignes successeurs de Marcel MÉRIEUX, symboles sont juste derrière nous. Son portrait, le tapis orne le salon qui est juste derrière moi. Vous avez continué à produire, à chercher, à innover et donc cet investissement décidé aujourd'hui, il est le fruit de cette histoire industrielle et des femmes et des hommes qui la portent. Cet investissement, il est aussi le fruit de tout un territoire. La France est un grand pays de vaccins. Je veux ici rappeler, le génie de Louis Pasteur, dont Marcel MÉRIEUX fut l'élève. Apporter jusqu'à nous l'excellence dans le secteur public comme dans le secteur privé. L'Institut Pasteur a de multiples réussites Sanofi et Sanofi Pasteur et cette usine en sont la preuve. C'est l'une des plus grandes usines de vaccins d'Europe. Le symbole aussi que la France est une grande nation industrielle dans le domaine médical. 3 000 entreprises, 450 000 emplois directs et indirects, 90 milliards de chiffre d'affaires, dont 40 % à l'export. Et ces sites productifs sur votre territoire sont aussi le signe et la trace d'une excellence locale régionale qui a perduré à travers le temps et qui a toujours été entretenue par cette coopération entre le secteur privé et le secteur public, entre les salariés, les entrepreneurs et les élus. Cet investissement aujourd'hui est donc pour moi un acte extrêmement fort et la preuve de l'importance de cette indépendance que la France doit recouvrer : indépendance technologique, industrielle et sanitaire. Soyons clairs, mesdames et messieurs. Il y aura dans les années à venir, dans les décennies à venir, d'autres crises sanitaires. Et on ne sait pas d'où elles viendront, mais le risque est là et continuera d'être présent.

C'est aussi pour cela que les décisions annoncées aujourd'hui et prises nous aideront à y répondre et à structurer l'avenir et notre capacité à faire. Cette crise nous a montré que nous devons continuer à produire dans notre pays et sur notre continent. Que nous ne devons pas dépendre, que nous devons retrouver une vision stratégique de la chaîne de valeur et être sur les combats d'aujourd'hui et de demain. C'est ce que l'investissement décidé aujourd'hui permet de faire. Avec un peu plus de 600 millions d'euros d'investissement, ici à Marcy-l'Etoile, c'est une ligne supplémentaire qui sera décidée. Et une usine exceptionnelle, une première mondiale, l'usine de vaccins EVF qui va permettre, à Neuville-sur-Saône, comme vous l'avez parfaitement expliqué à l'instant, de produire de manière rapide, digitale, beaucoup plus efficace tous les vaccins dont nous aurons besoin dans l'avenir en changeant selon aussi les difficultés et les exigences du moment mais surtout avec une innovation de production absolument unique. Et cet investissement que vous décidez tout à la fois dans la recherche développement et dans la production, c'est la preuve que notre pays, notre leader mondial peuvent ensemble continuer de croire à la recherche et développement et à la production industrielle dans notre pays pour aujourd'hui ou pour demain. Ce sont plusieurs centaines d'emplois qui seront créés à l'issue de la fin de cet investissement et c'est la preuve que ce que j'ai expliqué aux Français il y a 2 jours n'est pas simplement une intention louable mais nécessite simplement de changer collectivement les paradigmes sur lesquels nous étions.

Le paradigme de l'esprit de défaite, de la fatalité d'une page que beaucoup voulaient tourner. Non. L'avenir de la France n'est pas dans la fin des usines. Non ! L'avenir de la France n'est pas dans un monde où on produirait moins et on travaillerait moins. Je n'y crois pas une seule seconde. On va produire, travailler différemment en innovant davantage, en créant l'usine du 21^{ème} siècle et pas en revenant à ce qui prévalait dans le passé. Mais oui, c'est par la volonté et l'ambition industrielle, productive, contemporaine que nous bâtirons notre avenir. Cet investissement, vous l'avez dit, il est le fruit d'une coopération exemplaire des dernières semaines et je veux vraiment vous remercier pour cet esprit de coopération, vous, l'ensemble de vos équipes. L'ensemble des membres du Gouvernement qui y ont contribué comme des autorités sanitaires. Nous avons su collectivement décider et aller vite et

y ont contribué comme des autorités sanitaires. Nous avons su collectivement décider et aller vite et au-delà des montants, réussir la bataille de l'emploi et de la souveraineté de l'indépendance que j'évoquais. C'est savoir décider et aller vite. Nous nous sommes aussi beaucoup trop habitués à l'idée que perdre du temps et faire beaucoup de paperasse était une bonne manière d'avancer. Nous avons démontré avec ce projet l'exact contraire. Et donc il nous faut garder cette capacité à décider vite, à trancher fort et à avancer. Tout le monde le sait puisque ce projet était dans l'air depuis 3 ans et la région en bruissait. Et il y a encore quelques semaines ce projet aurait pu être décidé à Singapour. Il n'y a pas de fatalité quand on décide ensemble avec l'esprit de responsabilité, ce que nous avons fait.

Nous irons sur ce secteur plus loin dès les prochains jours.

Une première enveloppe de 200 millions d'euros sera ainsi débloquée pour financer des infrastructures de production comme de recherche et développement pour être en état de répondre aux besoins du temps et aux crises sanitaires. Cette enveloppe elle va nous permettre au-delà de ce cas précis d'aller accompagner d'autres projets pour les traitements et les vaccins en particulier contre le Covid-19 et au-delà.

Nous allons, et c'est la décision que j'ai prise, à la lumière de ce que nous avons vécu durant cette crise, développer un mécanisme de planification, de financement et d'organisation de la résilience industrielle française en matière de santé. Qu'est-ce que j'ai demandé au Gouvernement à travers ça ? D'essayer de prévoir les crises à venir avec beaucoup plus de profondeur de champ et de regarder si sur le plan sanitaire en termes d'organisation, en termes de production où sont toutes nos vulnérabilités et nos dépendances. Et à travers ce travail de planification en lien avec la recherche publique, la recherche privée, avec nos industriels d'aller corriger toutes nos vulnérabilités et d'essayer soit de rapatrier soit de recréer des forces de production, qu'il s'agisse de principes actifs, qu'il s'agisse de capacités à nous organiser en temps de crise. C'est l'illustration même de ce que j'évoquais il y a quelques semaines aux Françaises et aux Français : on doit retrouver le sens du temps long et de la stratégie industrielle. D'ici l'été, nous finaliserons ce mécanisme de planification, de financement et d'action.

Dès jeudi enfin, nous lancerons une initiative de relocalisation de certaines productions critiques. Tout le monde a vu durant cette crise que des médicaments qui paraissaient usuels n'étaient plus produits en France et en Europe. Tout le monde l'a vu. Et donc nous devons, au delà de nous poser la question, en tirer toutes les conséquences. Et je souhaite d'ailleurs qu'avec Sanofi nous continuions dans cet esprit de partenariat à pleinement réengager ce dialogue qui est d'ailleurs gagnant-gagnant où parce que nous investirons dans ces initiatives de relocalisation nous prendrons les engagements. On pourra, par exemple, pleinement reproduire, conditionner et distribuer du paracétamol en France. Il nous faut retrouver la capacité à faire cela.

Et donc, vous l'avez compris, la décision forte que vous avez prise aujourd'hui, l'enveloppe de 200 millions pour accélérer les financements, le mécanisme de planification et d'organisation et l'initiative de relocalisation sont les premiers axes de cette stratégie française de reconquête de notre pleine souveraineté sanitaire et industrielle.

Elle se fera en partenariat avec notre champion historique, avec nos champions et la région en compte quelques autres dont je saluais les aïeux est fondateurs. Mais il est évident que des groupes comme le groupe Mérieux jusqu'aux startups les plus contemporaines, des groupes de la pharma jusqu'au digital dans le secteur sont pleinement embarqués dans cette aventure. Et nous continuerons d'avancer avec force en la matière. Cela crée des emplois, cela crée du tissu industriel, cela crée de l'indépendance pour notre pays. Mais l'indépendance à laquelle je crois, ça n'est pas un souverainisme étriqué qui ferait bégayer l'Histoire. Nous resterons toujours, de toute façon, dans un monde ouvert et une Europe ouverte. Être indépendant c'est simplement choisir l'ouverture et ne pas la subir. Être indépendant, c'est dans un monde ouvert pouvoir résister aux crises qu'on subit. C'est ce qu'il nous faut améliorer. Mais être indépendant ce n'est pas fermer les frontières et vouloir devenir autarcique en France, ce serait impossible. Et donc je crois à cette indépendance stratégique qui se marie avec la coopération

européenne et internationale. Et c'est pour cela que nous allons aussi continuer d'avancer.

La France a porté l'initiative de ce projet ACT-A que nous avons lancée durant la crise. Nous avons convaincu nos partenaires européens, beaucoup de nos partenaires internationaux, beaucoup aussi des fonds publics et privés engagés en matière de santé. Et l'initiative ACT-A construite avec l'Organisation mondiale de la santé permet une avancée majeure en la matière, avec vous là aussi. Et je le dis à quelques kilomètres d'une ville qui aura à accueillir le centre international de formation de l'OMS à laquelle nous tenons ô combien et qui va marquer l'engagement de l'OMS à Lyon et dans notre pays, au delà de nos coopérations. L'initiative ACT-A que nous avons donc bâtie va nous permettre en matière de traitement, en matière de tests, en matière d'amélioration des systèmes de santé primaires et en matière de vaccins, une coopération internationale entre les différents pays et les grandes industries et entreprises pharmaceutiques. D'une part, pour avoir une coopération et une compétition productives pour rechercher ce vaccin, mais nous assurer que l'accès aux vaccins, une fois trouvé, sera octroyé au plus grand nombre.

Je défends cette vision d'un bien public mondial pour ce que sera le vaccin. Il faudra évidemment que les efforts de recherche soient récompensés, c'est logique, mais il faudra que nous luttons collectivement à travers cette initiative contre toute forme de rétention ce qui serait inacceptable, que dans tel ou tel pays en particulier moins développés, on n'ait pas l'accès au vaccin ainsi trouvé. ACT-A est l'illustration de ce mariage entre notre souveraineté, notre indépendance et la coopération dans la bataille sanitaire. Et nous avons voulu le traduire au niveau européen à travers une initiative très concrète dite TIVA, qui consiste avec l'Allemagne et l'Italie, les Pays-Bas et la Commission européenne à lancer cette alliance inclusive pour le vaccin, chargée de négocier avec les principaux laboratoires pharmaceutiques pour garantir l'approvisionnement de la population européenne en vaccins. Un premier accord a été conclu vendredi. J'espère que nous allons réussir à conclure un accord avec Sanofi dans les prochains jours ou les prochaines semaines.

Mais quel est l'objectif de cette initiative ? De dire nous, Européens, nous nous mettons ensemble pour nous mettre en situation que qui que ce soit puisse trouver le vaccin, européen ce que nous souhaitons, mais Américains et Chinois ou ailleurs nous ayons les capacités ensemble à le produire au plus vite pour notre population. C'est ce que nous devons à nos concitoyens. C'est en cela que la coopération européenne est évidemment très forte, et c'est aussi en cela que l'usine qui a été annoncée aujourd'hui prend tout son sens parce que ce type d'usine qui permettra d'aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort sur ce type d'initiative.

Vous le voyez, l'Europe est là aussi au rendez-vous. Près de 10 milliards d'euros pour la santé sont prévus dans la nouvelle proposition budgétaire dans laquelle nous nous battons avec les parlementaires européennes qui sont ici à mes côtés. Et 2,4 milliards d'euros de financements sont réservés pour aider les Etats membres à préfinancer les vaccins. L'Europe de la santé, nous sommes en train de la bâtir en actes et cette Europe de la santé, nous l'avons appelée de nos vœux dès l'accord franco-allemand du 18 mai dernier. Elle est en train de se concrétiser là aussi de manière très pratique.

C'est pourquoi je me réjouis, cher Paul Hudson, de cette ambition européenne et française pleinement illustrée par votre décision d'aujourd'hui. Cet après-midi, je réunirai en visioconférence la grande majorité des producteurs de vaccins pour engager tout le monde dans cette aventure. Et vous avez dit vous-même que vous souhaitiez aller plus loin. Nous serons à vos côtés, France et Europe, pour cette usine de vaccins EVF+ comme pour mobiliser tous les financements d'un second projet d'ampleur européenne de cultures cellulaires où seraient fabriqués des antigènes, des anticorps monoclonaux qui entrent notamment dans le processus de fabrication des vaccins.

Nous avons la capacité de le faire et cette crise va donner à l'Europe et à la France les moyens parfois de rattraper son retard et, j'en suis sûr, de prendre de l'avance.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que je voulais vous dire aujourd'hui au delà de mes remerciements

liminaires. La volonté annoncée il y a deux jours trouve ici pleinement sa concrétisation ; et nous continuerons d'avancer sur cette voie tous ensemble, celle de la conquête, du volontarisme industriel, de l'indépendance, de la reconstruction économique et industrielle pour l'emploi et de la coopération européenne. C'est dans l'ADN de cette belle région, c'est dans l'ADN de ce tissu, de ce département et de cette métropole. C'est aussi dans l'ADN de votre entreprise, au cœur du projet de notre pays.

Je vous remercie.

Merci Paul, et merci à tous vos salariés.

Merci beaucoup, merci à vous.